

VD_GERICHTE KC17.034116 vom 27. April 2018

VD Tribunal cantonal, 2018-04-27, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_KC17.034116

FR: VD_GERICHTE KC17.034116 du 27 avril 2018

IT: VD_GERICHTE KC17.034116 del 27 aprile 2018

Volltext

TRIBUNAL CANTONAL KC17.034116-180409 65 CO UR DE S P OURSUITES ET FAILLITES _____ Arrêt du 27 avril 2018 _____ Composition :Mme BYRDE, présidente Mme Rouleau et M. Maillard, juges Greffier : M. Elsig ***** Art. 321 al. 1 CPC Vu le prononcé non motivé rendu le 26 septembre 2017, à la suite de l'interpellation du poursuivi, par le Juge de paix du district de Lausanne, notifié au poursuivi le 1er novembre 2017, prononçant la mainlevée définitive de l'opposition formée par F. _____, à [...], à la poursuite n° 8'303'926 de l'Office des poursuites du district de Lausanne intentée par CAISSE V. _____, à [...], fixant les frais judiciaires à 180 fr., les mettant à la charge du poursuivi et disant qu'en conséquence celui-ci rembourserait à la poursuivante son avance de frais, par 180 fr., sans allocation de dépens pour le surplus, 111

- 2 - vu l'écriture du poursuivi du 6 novembre 2017 indiquant que son frère s'engageait à s'acquitter de la créance objet de la poursuite, que des contacts avaient été pris avec la poursuivante et demandant à être libéré de la poursuite en cause, vu l'écriture du poursuivi du 20 novembre 2017 confirmant que son acte du 6 novembre 2017 devait être considéré comme un recours, vu les motifs du prononcé adressés aux parties le 1er février 2018 et notifiés au poursuivi le 7 février 2018, vu les autres pièces du dossier ; attendu que le recours au sens des art. 319 ss CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008, RS 272] doit être introduit auprès de l'instance de recours par acte écrit et motivé (art. 321 al. 1 CPC), dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée (art. 321 al. 2 CPC), que le droit de recourir peut toutefois déjà s'exercer dans le délai de demande de motivation, lequel est de dix jours à compter de la communication de la décision sous forme de dispositif (art. 239 al. 1 et 2 première phrase CPC), un acte de recours déposé dans ce délai étant alors considéré comme une demande de motivation, qu'en outre, le principe selon lequel est réputé observé un délai si le mémoire a été adressé à l'autorité précédente, qui vaut pour les recours au Tribunal fédéral (art. 48 al. 3 LTF [loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005, RS 173.110]), doit être également appliqué dans la procédure de recours régie par le CPC (ATF 140 III 636; Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, in JdT 2010 III 115, spéc. p. 131),

- 3 - qu'en l'espèce, le dispositif du prononcé a été notifié au recourant le 1er novembre 2017, que le recours, déposé le 6 novembre 2017, l'a été en temps utile ; attendu que la partie qui entend user d'une voie de droit a la charge de se conformer à certaines règles de forme, à défaut de quoi sa démarche sera frappée d'irrecevabilité (Jeandin, in Bohnet/Haldy/Jeandin/Schweizer/Tappy (éd.), Code de procédure civile commenté, Bâle 2011, n. 1 ad art. 321 CPC), qu'en particulier, selon l'art. 321 al. 1 CPC, le recours doit être motivé, que, si la motivation du recours fait défaut, l'instance de recours n'entre pas en matière, que, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la motivation du recours doit à tout

le moins satisfaisant aux exigences qui sont posées pour un acte d'appel (TF 5A_387/2016 du 7 septembre 2016 consid. 3.1 ; TF 5A_488/2015 du 21 août 2015 consid. 3.2.1, publié in RSPC 6/2015 pp. 512 s., et les arrêts cités), que cela signifie que le recourant doit démontrer le caractère erroné de la motivation de la décision attaquée et que son argumentation doit être suffisamment explicite pour que l'instance de recours puisse la comprendre, ce qui suppose une désignation précise des passages de la décision qu'il attaque et des pièces du dossier sur lesquelles il fonde sa critique (ibid.), que ni l'art. 132 al. 1 et 2 ni l'art. 56 CPC ne sont applicables en cas d'absence de motivation d'un acte de recours (ibid.),

- 4 - qu'en l'espèce, le recourant fait valoir que son frère s'est engagé à régler la dette en cause, que ce faisant, il ne remet nullement en cause la motivation du prononcé, selon laquelle l'intimée est au bénéfice d'un titre de mainlevée définitive et qu'il n'a établi aucun moyen libératoire, que le recours du 6 novembre 2017 ne remplit pas les exigences de l'art. 321 al. 1 CPC et de la jurisprudence susmentionnée, qu'il est en conséquence irrecevable ; attendu qu'au demeurant, l'engagement du frère du recourant n'est pas de nature à modifier le prononcé attaqué, car l'art. 176 al. 1 CO (Code des obligations du 30 mars 1911 ; RS 220) exige que la reprise de dette fasse l'objet d'un contrat entre le reprenant et le créancier pour qu'elle libère le cédant (ATF 134 III 597), contrat que le recourant n'a pas établi, qu'à supposer recevable, le recours aurait ainsi dû être rejeté ; attendu que le présent arrêt peut être rendu sans frais. Par ces motifs, la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal, statuant à huis clos en sa qualité d'autorité de recours en matière sommaire de poursuites, prononce : I. Le recours est irrecevable.

- 5 - II. L'arrêt, rendu sans frais, est exécutoire. La présidente : Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi de photocopies, à : - M. F. _____, - Caisse V. _____. La Cour des poursuites et faillites considère que la valeur litigieuse est de 4'462 fr. 45. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, au moins à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué à : - Mme le Juge de paix du district de Lausanne.

- 6 - Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.